



-35-

Les idées communistes dans la France d'aujourd'hui

Une enquête riche d'enseignement

ALAIN OBADIA

L'enquête de la Fondation Gabriel Péri réalisée par l'Institut Viavoice sur les idées communistes et marxistes dans la France d'aujourd'hui est riche d'enseignements.

Cela ne surprendra personne, elle met en exergue des blocages à l'égard de ces idées. Certains d'entre eux sont repérés de longue date. D'autres sont moins évidents et nécessitent d'être soigneusement analysés pour être dépassés.

Elle révèle aussi un certain nombre de points d'appui sur lesquels peut être développée l'action des communistes.

On trouvera ici résumés les éléments principaux de cette enquête.

Pour 62 % des personnes interrogées **le mot communisme « fait ancien, dépassé »** Ce résultat ne nous a pas vraiment étonnés. Comment en irait-il autrement alors que ce thème est sans cesse martelé depuis des décennies Plus profondément la chute de l'Union soviétique et la disparition de la quasi-totalité des pays se réclamant du communisme ne sont évidemment pas étrangères à cette perception. Il est néanmoins, intéressant de noter que pour 44 % des sondés et même pour une franche majorité des sympathisants de gauche (61 %) « les régimes tota-

litaires qui se sont réclamé du communisme n'ont rien à voir avec la pensée communiste ou marxiste initiale ».

En ce qui concerne les préoccupations et les attentes des Français. Comme d'autres études le confirment déjà, elles portent sur des questions très concrètes qui vont dans le sens des priorités portées par les militants communistes. Sans surprise, l'emploi et le pouvoir d'achat occupent les deux premières places (61 % et 47 %) Le système de soin et de santé la troisième avec 39 % ce qui marque la dégradation forte constatée dans la dernière période. La sécurité et la lutte contre le terrorisme viennent en 4^e position avec 37 %. Il faut noter également que chez les sympathisants de gauche la lutte contre les inégalités ainsi que l'environnement sont mieux positionnés que dans l'ensemble de la population.

Parmi les **bonnes surprises** que contient cette étude, on doit souligner que pour 76 % des personnes interrogées **les classes sociales existent toujours**. Cela va complètement à rebours du récit libéral de ces dernières décennies. Celui-ci nous décrit un grand groupe central – « les classes moyennes » – qui convergerait de plus en plus vers des standards de vie communs. À l'une de

ses extrémités se tiendraient les très riches [« les premiers de cordée » de Macron] qui fourniraient de l'énergie à tous. À l'autre bord on trouverait les exclus qu'il faudrait soutenir. Tout cela a volé en éclat depuis la crise de 2008 et le gonflement de la dangereuse bulle spéculative actuelle. C'est d'autant plus vrai qu'une solide majorité des sondés (56 %) pense que la lutte des classes est toujours d'actualité. Ce n'est pas un mince résultat ! Selon la thèse officielle elle était jusque-là remise au grenier des vieilles lunes.

Le capitalisme, qui est pourtant le système en place, n'est perçu positivement que par 25 % des sondés. À l'inverse, **56 % en ont une mauvaise opinion**.

Pour 37 % des gens (contre 33 %) « il sera un jour remplacé par un système plus juste ».

Autres caractéristiques des **idées communistes et marxistes** : elles sont considérées par un gros tiers des sondés comme « **toujours utiles pour dénoncer les excès du capitalisme** » (36 % contre 36 %) ou encore « **pour comprendre le monde d'aujourd'hui** » (38 % contre 27 %).

En revanche, elles ne sont porteuses d'alternative que pour 18 % des personnes interrogées. Ce décalage est cohérent avec ce que nous révèlent les questions portant sur l'image du communisme au travers des mots qui le représentent le mieux. Anticapitalisme, révolution, mouvement social, nationalisations, lutte contre l'exploitation bénéficient de scores allant de 42 % à 18 %... En revanche des thèmes tels que défense des salariés (13 %), services publics (10 %), proche du peuple (10 %) ou encore progrès social à 5 % montrent que pour les sondés **le communisme apparaît lié aux luttes, à l'action mais pas à la réalisation**. Dans une période historique marquée, pour notre peuple, par la profondeur de la crise systémique du capitalisme et par la recherche de solutions pour construire un autre avenir, cette donnée doit susciter la réflexion pour mieux pour articuler constamment ces deux dimensions.

Ces remarques ont d'autant plus de poids que les préventions les plus fortes issues de l'assimilation du communisme aux régimes totalitaires qui s'en sont réclamés semblent être perçues différemment selon l'âge. Les 18/25 ans et les 25/34 ans considèrent largement moins que les plus de 50 ans et que les plus de 65 ans que le communisme est dépassé. (50 % et 56 % pour les premiers ; 66 % et 72 % pour les seconds pour une moyenne de 62 %). À noter aussi que le milieu social a une importance qui reste considérable quant aux appréciations portées sur les différents items.

Pour reprendre celui du « communisme dépassé », les ouvriers et employés sont 52 % à le penser – 10 % de moins que la moyenne – alors que les chefs d'entreprise, cadres et professions intermédiaires sont 8 % de plus. La même démonstration pourrait être faite concernant l'appréciation du capitalisme considéré comme positif par seulement 15 % des ouvriers ou employés ou du libéralisme dont le score est de 22 % dans ces mêmes catégories.

Enfin, la partie de notre enquête consacrée aux biens communs est également riche d'enseignements. La démarche selon laquelle certains biens services et espaces devraient appartenir à la collectivité dans un état d'esprit de partage et de solidarité est largement majoritaire avec 58 %. À l'inverse, les visions négatives assimilant l'affirmation des biens communs à un égalitarisme contraire aux libertés individuelles sont très minoritaires (10 %). Pour l'essentiel les biens communs sont bien identifiés. Et les phénomènes de rejet concernant des biens, services ou espaces accessibles à tout un chacun, les formes de propriété collective ou de gestion par des entreprises publiques sont très minoritaires. Cette thématique des biens communs (au sens le plus large du terme) est probablement une voie à explorer. Elle peut être de nature à renouveler les propositions et le projet d'un communisme du XXI^e siècle. ★